

majorité des membres du sous-comité, que le Canada peut et devrait contribuer au processus de réforme.

Le mécontentement même de l'Amérique latine et des Antilles à l'endroit de l'O.E.A. nous permet d'espérer. On reconnaît de plus en plus la nécessité d'une réforme de l'Organisation et de nouvelles orientations en ce qui concerne les relations interaméricaines. Le sous-comité a été étonné de voir que de nombreux pays des Amériques créent de nouvelles ouvertures et font preuve de souplesse dans leurs relations internationales et, c'en est la preuve, veulent que l'O.E.A. aille au-delà des préoccupations Est-Ouest qui l'ont accaparée depuis l'après-guerre. Par exemple, certaines nouvelles puissances régionales telles que le Brésil, le Venezuela et la Colombie envisagent d'améliorer les relations avec Cuba. Ces rapprochements pourraient créer de nouvelles possibilités en ce qui a trait au règlement des problèmes de sécurité de la région et tout particulièrement dans le bassin des Antilles.

Je soutiens que le Canada a tout intérêt à participer à cet assainissement des relations interaméricaines et à les appuyer. Au fil des ans, le Canada n'a pas cessé de promouvoir l'amélioration des rapports entre les pays des Amériques, quelle que soit leur orientation idéologique. En adhérant à l'O.E.A. à titre de membre à part entière et en tentant ensuite de promouvoir le retour de Cuba au sein de l'Organisation, le Canada pourrait accélérer la normalisation des rapports entre les États-Unis et ce pays. En ce qui a trait aux droits de la personne, le Canada peut et devrait se ranger résolument aux côtés des autres pays, particulièrement ceux des Antilles, qui appuient le travail de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

L'idée que le Canada puisse contribuer au renforcement de l'O.E.A. et à l'amélioration des relations interaméricaines est accueillie avec beaucoup de scepticisme au Canada seulement, alors que dans les autres pays américains, cette attitude n'existe pas. Dans tous les pays que nous avons visités, on nous a dit que le Canada pouvait exercer une influence modératrice et constructive sur l'O.E.A. Il est évident que l'on estime que notre pays doit jouer, et qu'il est en mesure de jouer, un rôle efficace dans la recherche de nouveaux modèles pour la société et les relations internationales. Il est tout aussi évident que les craintes qui existent dans notre propre pays nous empêchent de faire l'effort voulu.

Le rôle du Canada

Certains craignent qu'en adhérant à l'O.E.A. le Canada soit projeté au coeur des tensions de l'hémisphère et tout particulièrement celles qui existent entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine. Ils redoutent que le Canada soit appelé à être soit le porte-parole des États-Unis, soit l'ami inébranlable de l'Amérique latine, faute de quoi, il serait répudié ou attaqué par le groupe dont il trahirait les attentes. Voilà une peur ancienne que j'estime être le fruit de l'imagination canadienne.

Si le gouvernement américain voulait un porte-parole au sein de l'O.E.A., il n'aurait probablement pas, comme il le fait depuis 25 ans,